

Peel Le libre-échange et les bases éthiques de Scotland Yard



La Rue Peel à Montréal

## Robert Peel

Cette documentation comprend des éléments d'articles wiki en anglais et en français.



[Sir Robert Peel \(1788-1850\)](#), 2<sup>e</sup> [baronnet](#), est un [homme politique britannique](#).

[Premier ministre du Royaume-Uni](#) de 1834 à 1835 et de 1841 à 1846, il favorisa le passage de l'économie de son pays au système du [libre-échange](#).

## Jeunesse

Né près de [Bury \(Lancashire\)](#), et fils de Sir Robert Peel, 1<sup>er</sup> [baronnet](#), industriel et parlementaire<sup>1</sup> il fait ses études à la [Christ Church](#) dans l'[université d'Oxford](#). Le jeune Peel fait son entrée en politique à 21 ans, candidat conservateur, à la Chambre des Communes pour le « [rotten borough](#) » (petite circonscription dont on peut contrôler l'électorat) irlandais de [Cashel](#), dans le [comté de Tipperary](#).

Avec seulement 24 électeurs inscrits dans cette circonscription, il est élu sans opposition. Son soutien à l'élection, outre son père, est [Arthur Wellesley](#), futur [duc](#) de [Wellington](#). Son premier discours aux Communes fait sensation, et est décrit par le [speaker de la Chambre des Communes](#) comme « le meilleur premier discours depuis celui de [William Pitt](#), le jeune ». Il entre au gouvernement en [1811](#) en qualité de [sous-secrétaire d'État](#) à la Guerre et aux Colonies. Secrétaire pour l'Irlande de [1812](#) à [1818](#), il réprime l'agitation provoquée par les catholiques irlandais. Ensuite, il préside le comité chargé de stabiliser les finances britanniques après les [guerres napoléoniennes](#). Il est peu à peu considéré comme l'étoile montante du [parti Tory](#), et est nommé en [1822](#), secrétaire à l'Intérieur. Il met en œuvre une série de réformes importantes du [droit pénal britannique](#).

## Secrétaire d'État à l'Intérieur

Il démissionne du gouvernement lorsque [Lord Liverpool](#), frappé d'incapacité en [1827](#), cède sa place à [George Canning](#). Canning, favorable à l'émancipation catholique qui accorde aux catholiques romains l'égalité politique, trouve en Peel un farouche adversaire. Canning meurt moins de quatre mois plus tard, et après un bref cabinet Goderich, Peel retourne au ministère de l'Intérieur dans le gouvernement de son allié de toujours, le duc de Wellington. Il devient, à ce moment-là, le numéro 2 du parti Tory, derrière Wellington lui-même. Les pressions exercées sur le nouveau gouvernement par les avocats de l'émancipation catholique sont grandes et Peel prend progressivement conscience du caractère explosif de la situation irlandaise. Il fait voter en [1829](#), l'[acte d'émancipation](#). Robert Peel, était fermement opposé depuis [1815](#) à l'idée d'émancipation (il provoque en duel [Daniel O'Connell](#), le plus farouche partisan de l'émancipation), ce qui lui a permis, en [1817](#), d'obtenir facilement un siège aux Communes dans le « rotten borough » de l'université d'Oxford. Seulement, son revirement, l'oblige en [1830](#), à changer de fief, un autre rotten borough, Westbury.

Sous son ministère, en 1829, il procède à la réorganisation des forces de [police métropolitaines](#) de [Londres](#)<sup>2</sup>, dont les membres seront ensuite appelés « **bobbies** », de son prénom. De même, en Irlande, les policiers seront appelés « **peelers** ».

**Scotland Yard** est le quartier général du [Metropolitan Police Service](#) (police) de [Londres](#), se trouvant dans la [cité de Westminster](#). C'est en [1829](#), date de création de cette force de police par [Sir Robert Peel](#), que celle-ci établissait ses bureaux à Scotland Yard, au n° 4 Whitehall Place.

Cependant, Wellington, opposé à toute réforme parlementaire, mène une politique réactionnaire qui le fait surnommer « duc de fer ». Son refus de toute réforme ayant déclenché des troubles sociaux, il est contraint de démissionner, en 1830, en faveur des libéraux. Les années suivantes sont extrêmement agitées, la proximité des élections et le sentiment que suffisamment de réformes ont abouti, amène le roi [Guillaume IV](#) à inviter le parti Tory dans la formation d'un nouveau gouvernement, en [1834](#). Wellington décline l'offre du roi et Peel est choisi naturellement comme Premier ministre. Alors qu'il est en Italie, Wellington assure l'intérim pendant trois semaines. Ce nouveau ministère Tory est un gouvernement minoritaire dont l'existence dépend de la bonne volonté libérale. Les Tories sont battus aux élections générales de janvier [1835](#).

Peel s'attache pendant les six années suivantes à réorganiser le parti Tory y attirant notamment Disraeli et Gladstone. Le [manifeste de Tamworth](#) publié par Peel pendant la campagne pour les élections générales de 1835 est considéré comme le point à partir duquel le parti Tory est devenu [parti conservateur](#). En mai [1839](#), le nouveau monarque, la [reine Victoria](#) propose à Peel de former un nouveau gouvernement. Cependant, face à la majorité libérale, Peel juge nécessaire un autre signe de confiance de la reine. [Lord Melbourne](#) est un confident de Victoria depuis plusieurs années, et plusieurs des postes les plus élevés dans l'entourage royal sont tenus par des épouses et des parents de leaders libéraux. Peel a le sentiment que Victoria est très étroitement liée au parti libéral. Il propose alors qu'une partie de cet entourage soit remplacée par des proches du parti conservateur, provoquant la « [Crise de la chambre à coucher](#) » (*Bedchamber Crisis*). Victoria refuse la proposition malgré les plaidoiries du duc de Wellington, et compte sur les appuis des libéraux. Peel refuse de former un gouvernement, et les libéraux gardent le pouvoir.

## Premier ministre



Statue de Robert Peel sur [George Square](#) à [Glasgow](#) (Écosse)

Aux élections de juillet [1841](#), les conservateurs remportent la majorité et Peel est nommé Premier ministre d'un gouvernement exclusivement conservateur. Il fait voter l'impôt sur le revenu et la révision des lois bancaires britanniques. En [1844](#), la loi sur le travail limite le temps de [travail des enfants](#) et des femmes en usine, et fixe des normes de sûreté pour les machines. D'abord opposé à la liberté du commerce et favorable au protectionnisme, il modifie sa position sous l'influence de Cobden et obtient l'abolition des [Corn Laws](#) (lois sur les céréales), ouvrant ainsi la voie au libre-échange. Cette coupure radicale avec le protectionnisme des conservateurs est déclenchée par l'épouvantable famine irlandaise. Cette mesure soutenue par les libéraux, peu efficace face au désastre humanitaire en [Irlande](#) est violemment combattue par les partisans de Derby et Disraeli, provoque une scission au sein du parti conservateur et entraîne la démission de Peel.

Par la suite, Peel continue à animer un noyau dur des défenseurs du libre-échange, groupe connu sous le nom de [Peelites](#), jusqu'à être courtoisé en [1849](#), par la coalition Whig/Radical. Il continue à tenir ses engagements conservateurs et refuse la proposition. Néanmoins, il reste influent sur plusieurs questions importantes, notamment la promotion du libre échange britannique avec l'abrogation des Lois de navigation. Le [29 juin 1850](#), Peel fait une grave chute en allant de cheval le long de [Constitution Hill](#) à Londres, il décède trois jours plus tard à l'âge de 62 ans. Ses partisans conduits par [Lord Aberdeen](#) et [William Gladstone](#), après une première coalition en [1852](#), finiront par rejoindre le camp libéral.

Les **principes de Peel** est un ensemble de principes que [Robert Peel](#) a fait développer pour définir une force de [police](#) éthique. (À regret, absence d'article Wiki en langue française) :

## Peelian principles

---

From Wikipedia, the free encyclopedia

(Redirected from [Peelian Principles](#))

The **Peelian principles** summarise the ideas that [Sir Robert Peel](#) developed to define an [ethical police force](#). The approach expressed in these principles is commonly known as **policing by consent** in the United Kingdom and other countries such as Canada, Australia and New Zealand.<sup>[1][2][3][4]</sup>

In this model of policing, police officers are regarded as citizens in uniform. They exercise their powers to police their fellow citizens with the implicit consent of those fellow citizens. "Policing by consent" indicates that the legitimacy of policing in the eyes of the public is based upon a general consensus of support that follows from transparency about their powers, their integrity in exercising those powers and their accountability for doing so.<sup>[5]</sup>

## Background

---

In early 19th-century Britain, attempts by the government to set up a police force for London met with considerable opposition:<sup>[6]</sup>

- People were suspicious of the idea of a large police force, possibly armed. They feared that it could be used to suppress protest or support unpopular rule.

- Paris had the best-known, best-organised and best-paid police force at the time. Britain was at war with France almost continuously from 1793 to 1815, and during most of that time, France had a secret and political police, so many people disliked the idea because of the association with France.
- People did not think that it was the job of the national government to set up and control a police force. They thought it should be under local control.

The [concept of professional policing](#) was taken up by Robert Peel when he became [Home Secretary](#) in 1822. Peel's [Metropolitan Police Act 1829](#) established a full-time, professional and centrally-organised police force for the Greater London area, known as the Metropolitan Police.<sup>[7]</sup>

## Nine Principles of Policing

---

Nine principles were set out in the 'General Instructions' issued to every new police officer in the [Metropolitan Police](#) from 1829.<sup>[1][8]</sup> Although Peel discussed the spirit of some of these principles in his speeches and other communications, the historians Susan Lentz and Robert Chaires found no proof that he compiled a formal list.<sup>[9]</sup> The [Home Office](#) has suggested that the instructions were probably written, not by Peel himself, but by Charles Rowan and Richard Mayne, the joint Commissioners of the Metropolitan Police when it was founded.<sup>[1][8]</sup>

The nine principles were as follows:

1. To prevent crime and disorder, as an alternative to their repression by military force and severity of legal punishment.
2. To recognise always that the power of the police to fulfil their functions and duties is dependent on public approval of their existence, actions and behaviour, and on their ability to secure and maintain public respect.
3. To recognise always that to secure and maintain the respect and approval of the public means also the securing of the willing co-operation of the public in the task of securing observance of laws.
4. To recognise always that the extent to which the co-operation of the public can be secured diminishes proportionately the necessity of the use of physical force and compulsion for achieving police objectives.
5. To seek and preserve public favour, not by pandering to public opinion, but by constantly demonstrating absolutely impartial service to law, in complete independence of policy, and without regard to the justice or injustice of the substance of individual laws, by ready offering of individual service and friendship to all members of the public without regard to their wealth or social standing, by ready exercise of courtesy and friendly good humour, and by ready offering of individual sacrifice in protecting and preserving life.
6. To use physical force only when the exercise of persuasion, advice and warning is found to be

insufficient to obtain public co-operation to an extent necessary to secure observance of law or to restore order, and to use only the minimum degree of physical force which is necessary on any particular occasion for achieving a police objective.

7. To maintain at all times a relationship with the public that gives reality to the historic tradition that the police are the public and that the public are the police, the police being only members of the public who are paid to give full-time attention to duties which are incumbent on every citizen in the interests of community welfare and existence.
8. To recognise always the need for strict adherence to police-executive functions, and to refrain from even seeming to usurp the powers of the judiciary of avenging individuals or the State, and of authoritatively judging guilt and punishing the guilty.
9. To recognise always that the test of police efficiency is the absence of crime and disorder, and not the visible evidence of police action in dealing with them.

## Policing by consent

---

The historian Charles Reith explained in his *New Study of Police History* (1956)<sup>[1]</sup> that these principles constituted an approach to policing "unique in history and throughout the world, because it derived, not from fear, but almost exclusively from public co-operation with the police, induced by them designedly by behaviour which secures and maintains for them the approval, respect and affection of the public".<sup>[10]</sup>

The [Home Office](#) has explained this approach as "the power of the police coming from the common consent of the public, as opposed to the power of the state. It does not mean the consent of an individual. No individual can choose to withdraw his or her consent from the police, or from a law."<sup>[11]</sup>

An individual may, however, choose to withdraw, or limit, his active co-operation with the police in the face of police actions or policies with which he disagrees. The idea is that both the police and the public understand this and this limits potential mass fear of the police, as might be the case in countries with, for example, an armed police force with a disarmed populace.

\*\*